



Lu pour
Vous

**Le Journal
du Dimanche**

Article du 19 Avril 2019

POLICE : POUR LE PATRON D'ALLIANCE, FACE AUX CASSEURS, «ON NE PARVIENDRA À RIEN SANS ALLER À L'AFFRONTMENT»

Fabien Vanhemelryck, le nouveau patron du syndicat de police Alliance, revient pour le JDD sur les difficultés liées au phénomène des Black blocs présents dans les manifestations des Gilets jaunes. Il évoque aussi l'état de la police française.

Tout juste élu secrétaire général du syndicat de police Alliance, Fabien Vanhemelryck répond aux questions du JDD, alors que 28 policiers ont mis fin à leurs jours depuis le début de l'année et qu'une nouvelle manifestation violente se profile à l'occasion de l'acte 23 des Gilets jaunes. Il appelle ces derniers à «faire preuve de bon sens» si le rassemblement venait à dégénérer : «Soit vous vous écarterez [des casseurs] et vous laissez agir la police, soit vous restez auprès d'eux et vous êtes complices.»

Comment interpréter cette vague de suicides chez les forces de l'ordre?

C'est toujours délicat d'interpréter un suicide. Mais il faut arrêter avec la politique de l'autruche. Oui il y a une relation de cause à effet entre le travail de policier et le passage à l'acte. Quand des soucis personnels se conjuguent à des conditions de travail déplorables, à une suractivité, à des violences quotidiennes, à la détresse des gens qu'il faut absorber, à un management parfois agressif, ça devient très compliqué à vivre. Nos collègues ont besoin d'écoute, ce ne sont pas des robots. Il faut absolument revoir le management dans la police. Le ministre est attentif à la question...

La nouvelle PSQ (police de sécurité du quotidien) n'était-elle pas censée améliorer la situation?

Oui mais nous restons dubitatifs. Chaque gouvernement veut créer sa nouvelle organisation, mais sans annuler ce qui existait précédemment et avec le souci d'afficher des résultats pour démontrer que ça marche. Si on augmente les effectifs et qu'en même temps on augmente le nombre de missions, ça reste toujours aussi compliqué pour les policiers de terrain. C'est pourquoi nous réclamons un audit complet, des Etats généraux de la police, pour revoir l'ensemble des missions et en finir avec les tâches indues.

Où en est le protocole signé en décembre dernier?

Avec l'intersyndicale, nous avons effectivement signé un

protocole d'accord en décembre 2018. En accordant une augmentation de salaire aux gardiens de la paix, qui le méritaient, le gouvernement a envoyé un signal positif. Mais cette augmentation n'était que le préalable pour que l'on accepte de se mettre autour de la table pour régler notamment la question des 24 millions d'heures supplémentaires impayées. Nous avons jusqu'à fin juin pour trouver un accord mais les discussions prennent du retard.

Faut-il être inquiet pour la manifestation des Gilets jaunes ce samedi?

Malheureusement, cela s'annonce compliqué avec la présence de nombreux 'Black bloc'. Ces gens-là sont difficiles à interpeller parce qu'ils se mélangent à la foule des manifestants. Il faut que les Gilets jaunes prennent conscience de la situation et s'écartent du périmètre d'intervention. Nous disons, en tant que syndicalistes, que le droit de manifester doit évidemment perdurer. Mais il faut faire preuve de bon sens! Quand la situation commence à dégénérer, quand des gens facilement reconnaissables vandalisent, cassent, s'en prennent aux forces de l'ordre avec la volonté de blesser, voire de tuer, soit vous vous écarterez et vous laissez agir la police, soit vous restez auprès d'eux et vous êtes complices.

Comment venir à bout de ce phénomène «Black bloc»?

Nos autorités ne cachent pas leur volonté d'en finir avec tout ça, mais il faut que cela se traduise par des actes. Malheureusement, on ne parviendra à rien sans aller au contact, sans aller à l'affrontement. Il faut maintenant passer de la déclaration d'intention à la mise en application. Il faut aussi que la justice fasse son travail. Avec les aménagements de peine, c'est un signal d'impunité qui est envoyé aux casseurs qui, même condamnés à de la prison ferme, ne sont presque jamais incarcérés. C'est pourquoi nous réclamons des peines planchers pour les agresseurs de policiers.



ALLIANCE Police Nationale
DETERMINATION RENOUVEAU EXIGENCE !

Le Bureau National

Le 19 Avril 2019